



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STE EVERGLASS

Rue Louis Blériot
ZI le Fief du Roy
16100 Châteaubernard

Références : 2025 011 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0007201488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2025 dans l'établissement STE EVERGLASS implanté Rue Louis Blériot ZI le Fief du Roy 16100 Châteaubernard. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée afin de suivre les actions déployées par l'exploitant dans le cadre de son plan d'actions pour réduire à la source, les envols de poussières occasionnant des nuisances auprès du voisinage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STE EVERGLASS
- Rue Louis Blériot ZI le Fief du Roy 16100 Châteaubernard
- Code AIOT : 0007201488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans le traitement du verre ménager.

Le process consiste à broyer et trier de façon mécanique les apports des collectivités afin de séparer le verre des autres déchets et de supprimer les impuretés telles que les étiquettes, colles, bouchons, etc.

Le verre ainsi trié est expédié vers les sites de Verrallia pour la fabrication de bouteilles ou de fibres de verre.

En sus du bâtiment principal de traitement, les installations présentes sur site sont notamment présentées sur le plan ci-dessous.



Thèmes de l'inspection :

- Air et émissions de poussières
- ATEX
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Volume des stocks	Arrêté préfectoral complémentaire du 13/02/2203, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Émissions atmosphériques	Arrêté préfectoral complémentaire du 13/02/2023, article 4	Demande d'action corrective	5 mois
5	Prévention des risques	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
6	Effluents aqueux	Arrêté préfectoral complémentaire du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		27/06/2019, article 4.3.11		
7	Rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral complémentaire du 13/02/2023, articles 3.2, 3.3, 3.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Entretiens et conduites – rejets aqueux / confinement des eaux d'incendie (EI)	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 4.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Voies échelles	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.2.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
11	Ressources en eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
13	Installations électriques	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
14	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 ⁽²⁾ , article Section III	Demande d'action corrective	3 mois
15	Maîtrise du risque ATEX	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
17	Consommation d'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 4.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2) arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Propreté	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 2.3.1	Sans objet
4	Niveaux sonores	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 8.2.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Comportement au feu	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.2.1	Sans objet
12	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.3.4	Sans objet
16	Entretien des systèmes de traitement des rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 3.2.1	Sans objet
18	Rétention du stockage de GNR	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en évidence que les échéances du plan d'actions de l'exploitant, concernant la maîtrise des envols de poussières, étaient tenues et que les moyens financiers alloués à la thématique étaient conséquents. L'exploitant fait preuve d'une volonté manifeste pour avancer sur ce sujet malgré des envols de poussières toujours observés par le voisinage.

À noter qu'au jour de l'inspection, le temps était pluvieux et, de ce fait, non propice aux envols de poussières.

Au-delà de la problématique poussières, l'inspection a contrôlé plusieurs points transverses concernant la maîtrise du risque incendie et explosion, la prévention des pollutions, le confinement des eaux d'extinction d'incendie (EI), la maîtrise de la conformité foudre/électrique... Pour la plupart de ces sujets, l'inspection a identifié des écarts notables et pouvant impacter les intérêts protégés listés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Néanmoins après des échanges nourris avec l'inspection en amont du contrôle diligenté le 09/01/2025, des actions correctives ont été initiées et doivent se poursuivre.

De ce qui précède, il ressort de l'inspection de nombreux écarts. Considérant que l'exploitant a manifesté son souhait d'avancer rapidement sur tous ces sujets, aucune suite administrative (mise en demeure) n'est proposée à ce stade. Néanmoins, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait qu'une nouvelle inspection sera réalisée au courant de l'année 2025 pour s'assurer de la bonne résorption des écarts identifiés lors du contrôle du 09/01/2025. À défaut de résorption réalisée dans les délais demandés, l'inspection proposera de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux exigences qui lui sont applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume des stocks

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 13/02/2203, article 3.1
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : Rubrique 2715 (déclaration), Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ . Nature de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- Volume verre brut : 2 800 m³- Volume fraction de sable 0-4 mm : 10 000 m³- Volume RTO : 3 700 m³ <i>Constat lors de l'inspection de février 2024</i> Le volume des stocks est évalué mensuellement par un géomètre. Le dernier relevé date du 30 janvier 2024. Le volume de la fraction de sable 0-4 mm, de 2 279 m ³ , est conforme à la prescription. Les volumes de verre brut et de rejet de tri optique (RTO), respectivement de 5 289 et 28 377 m ³ , sont non-conformes à la prescription. La réduction des stockages de verre conduira nécessairement à une amélioration de la tenue du site et des risques d'envols de poussière vers l'extérieur des limites de l'établissement. L'exploitant a communiqué post-inspection un plan d'actions 2024 qui vise un volume de co-produits (fraction de 0-4 mm et RTO) de moins de 15 500 m ³ au 31 décembre 2024. Il est demandé à l'exploitant de ramener ses stocks de verre brut et de RTO pour une mise en conformité avec la prescription pour limiter les entreposages aux strictes quantités autorisées. L'absence de mise en place des actions correctives ad hoc expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
Constats : Par courriel de novembre 2024, l'exploitant a présenté l'état des stocks qui s'avère conforme pour les fractions 0-4 mm et pour le verre brut ménager, mais pas pour les rejets de tri optique (RTO), pour lesquels 19738 m ³ (soit 25659 t) sont stockés sur site pour une limite à 3700 m ³ . L'inspection relève que les stocks depuis la dernière inspection en RTO ont été réduits mais sont toujours non-conformes. Un plan d'actions a été défini par l'exploitant pour diminuer les stocks, notamment par la production de sable de verre, le passage de RTO dans l'installation et par l'augmentation des expéditions à l'extérieur de l'installation.

<p>En novembre 2024, l'exploitant a précisé que les tonnages journaliers de déchets broyés, entre le 01/01 et le 14/11/2024, étaient les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - broyage RTO : 77 t/j pour une limite fixée à 240 t/j (rubrique 2791) - broyage verre ménager (ligne granulométrie) : 161 t/j pour une limite fixée à 200 t/j (rubrique 2791). <p>Les capacités supra sont des moyennes journalières lissées sur l'année. Il n'est pas impossible de dépasser ponctuellement ce seuil, avec un broyage de verre ménager qui peut atteindre jusqu'à 318 t/j. Ces dépassements du seuil de 200 t/j se produisent uniquement quelques jours chaque année. L'inspection a appelé l'attention de l'exploitant sur la nécessité de porter à connaissance cet état de fait et d'en étudier les impacts.</p> <p>Globalement, l'exploitant envisage de porter à la connaissance de l'inspection la réorganisation des stockages de matières sur site ; le PAC est prévu d'être transmis en 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les actions pour réduire les stockages de RTO sur site pour respecter les capacités autorisées, et de rendre compte périodiquement à l'inspection de l'évolution de la situation. En outre si l'exploitant souhaite augmenter les capacités de stockage sur site, il doit adresser à l'inspection un rapport de connaissance, avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>De plus, l'exploitant adresse, à l'inspection, sous trois mois, le nombre de jours de dépassement, observés sur plusieurs années, du seuil des 200 t/j supra. Pour ces jours, l'exploitant précise le tonnage de verre ménager broyé. Un rapport de connaissance devra être adressé à l'inspection pour démontrer l'acceptabilité de la situation (étude des impacts) et, le cas échéant, une évaluation au cas par cas [du fait de multiples dépassements du seuil du régime de l'autorisation pour la rubrique 2791, selon le point 1a) de la nomenclature du tableau en annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement] devra être réalisée pour justifier de la nécessité, ou non, de réaliser une évaluation environnementale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 13/02/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 2.1.1 de l'AP Complémentaire du 27/06/2019</i></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou

accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 4 de l'AP Complémentaire du 13/02/2023

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées, un registre des plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser factuellement les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte, et notamment les date, heure, localisation, conditions météorologiques, nature des nuisances et correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque évènement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

Constat lors de l'inspection de février 2024

L'installation de traitement du verre présente sur site (broyage, concassage, criblage...) est dotée de dispositifs de capotage, bardage et aspiration, progressivement mis en place depuis 2020 pour réduire les rejets atmosphériques, polluants et poussières. L'investissement associé à ces mises à niveau représente plusieurs centaines de milliers d'euros. L'exploitant indique avoir récemment installé (mars 2023) une porte sectionnelle des fines de dépoussiérage et canalisé la chute du calcin traité dans l'usine (juillet 2023).

Lors de la visite des installations, il a été relevé la présence d'un taux d'empoussièrément notable à l'intérieur du bâtiment où le traitement du verre est effectué. Ceci montre que le procédé n'est pas parfaitement « étanche » et que l'intérieur du bâtiment est dans une atmosphère poussiéreuse. Comme ce bâtiment n'est pas bardé sur la totalité de ses façades, il ne peut être écarté que des émissions de poussière provenant de l'intérieur du bâtiment ne se propage à l'extérieur de celui-ci et, in fine, en dehors des limites du site.

À l'extérieur de l'installation de traitement, l'exploitant assure un arrosage automatique de la voirie de son site. Le nettoyage de la voirie interne, ainsi que celui de la route proche qui longe le site, est hebdomadaire. L'inspection n'a, en revanche, pas contrôlé la traçabilité des actions de nettoyage et d'arrosage réalisées.

Le calcin blanc et le calcin mixte issus de la chaîne de traitement sont stockés en silos. Aucun rejet, diffus ou canalisé, de poussière ne peut être observé en dehors de possibles mouvements de calcin lors des chargements et déchargements de ces silos.

Constats :

- 1) L'exploitant a bien communiqué les éléments de réponse apportés suite aux plaintes de Veolia et de riverains proches, et le détail des actions prises pour réduire les envols de poussières, sources de nuisances.
- 2) À propos du plan d'actions pour réduire à la source les émissions de poussières, l'exploitant a indiqué que les actions suivantes avaient été mises en œuvre :
 - mise en place d'une mesure d'empoussièrément à l'intérieur du bâtiment (09/2024)

- finalisation de la caractérisation des équipements (12/2024) pour travailler sur la réduction des émissions – à poursuivre en 2025
- changement du système de réseau d'arrosage de la voirie (janvier 2024)
- essais de brumisation sur des points du process (juin 2024) et implémentation industrielle si les essais sont positifs (décembre 2024) – ce qui n'est pas le cas actuellement (colmatage crible/bourrage broyeur).

De plus, un état des lieux global du plan d'actions a été transmis fin novembre 2024 et les actions sont les suivantes (voir tableau ci-dessous) :

Plan d'actions - Poussières

Action	Lieu	Date d'échéance	Etat	QUI INTERVIENT	Coût	Commentaires
Changement du système de réseau d'arrosage de la voirie	Site	01/01/2024	Soldé	ARROLIMOUSIN	7,3	PO101127
Moteur T30 pour translation plus rapide	Silos verre blanc	14/03/2024	Soldé	GDV	1,7	PO125105
Mesures sur plaquettes juillet 2024	Extérieur site	15/09/2024	Soldé	AGIR Laboratoires	1,6	PO133091
Mesures sur plaquettes Septembre 2024	Extérieur site	15/10/2024	Soldé	AGIR Laboratoires	2,9	PO139077-1
Mesure d'empoussièrément interne au travers pluviomètre	Usine	31/10/2024	Soldé	Interne	0,1	PO123959
Porte sectionnelle sécheur / pont 3	Pont 3	30/11/2024	Soldé	Defi	10,4	PO134849
Nettoyage voirie interne et externe	Site	31/12/2024	En cours	SONECO	25,0	PO122118
Mesures sur plaquettes Novembre 2024	Extérieur site	31/12/2024	En cours	AGIR Laboratoires	2,9	PO145606
Réduction des stocks de co-produits	Site	31/12/2024	En cours	Bateaux	418,0	1 bateau Ecoglass + 2 bateaux Maltha
Calfeutrage zone chargement sable de verre + manchettes télescopiques	Sable de verre	28/02/2025	En cours	SRM + OMNIKON + WAM + SI	127,6	PO142649 + PO142656 + PO143280 + PO144446
Recherche de bâche de protection type chantier pour silos verre blanc	Silos verre blanc	31/03/2025	En cours			
Pulvérisation sur tapis pour abattre les poussières	Sable de verre	30/04/2025	En cours	RME	14,8	PO124032 + PO125039 + PO135049
Bilan technico - économique (blanc au sol // rénovation)	Silos verre blanc	30/06/2025	En cours			
Analyse de l'empoussièrément résiduel interne (usine)	Usine	30/06/2025	A venir			
Mesures sur plaquettes en 2025	Extérieur site	31/12/2025	A venir	AGIR		

L'exploitant a transmis les justificatifs sur plusieurs points. Par sondage, l'inspection a consulté les commandes d'achat pour le remplacement des manchettes de chargement, le contrat de balayage de voiries (à raison de 4 par mois), l'ajout d'une porte sectionnelle sécheur. Lors de la visite terrain, ces dispositions ont bien été déclinées, tant sur les dispositifs de pulvérisation d'eau que sur l'ajout d'éléments visant à confiner des zones (pont sécheur, zone silos...).

3) Sur la traçabilité des opérations d'arrosage, un fichier Excel « Suivi de l'arrosage de la voirie » a été créé. Dans sa réponse, l'exploitant précise également que les poussières de verre ne peuvent créer une ATEX. De ce fait, aucune préconisation n'est prise à l'intérieur du bâtiment qui abrite l'installation de traitement (cette assertion de l'exploitant est en inadéquation avec le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) du site et les observations du contrôleur des installations électriques arguant du risque d'explosion possible par accumulation de poussières). Dans sa réponse, l'exploitant précise que « l'arrosage des stocks n'est plus réaliste industriellement (consommation d'eau...) à ce stade alors que nous travaillons à la réduction des stocks ». Le nettoyage intérieur du bâtiment doit tout de même être réalisé pour limiter les émissions diffuses de poussières ainsi que l'exposition des personnels intervenant. Lors de la visite des installations, il a bien été constaté que des nettoyages périodiques étaient désormais réalisés (l'intérieur du bâtiment principal présentait un taux d'empoussièrément moindre par rapport à la situation vue lors de la précédente inspection).

4) À propos des opérations de chargement/déchargement de calcins, l'exploitant a précisé que les actions suivantes ont été étudiées :

- un arrosage est en place lors des chargements de calcin blanc en silos
- un projet pour 2025 est en cours pour améliorer le chargement des camions (150 k€).

D'autres actions sont prévues en 2025 :

- calfeutrage de la zone de chargement du sable de verre et ajout de manchettes télescopiques
- pulvérisation d'eau sur tapis pour abattre les poussières. L'exploitant a précisé que les dispositions supra seront mises en œuvre au plus tard à la fin du 1^{er} semestre 2025. D'autres dispositions sont également à l'étude dont, par exemple, l'ajout de porte sectionnelle au niveau du hall d'entrée du bâtiment principal...

L'exploitant détaille aussi que des mesures sur plaquettes seront poursuivies en 2025 pour évaluer les retombées de poussières dans, et autour de, l'environnement proche du site. Les mesures sur plaquettes seront complétées par des mesures sur jauges Owen, qui restent à mettre en place. La réalisation de ces mesures pourra constituer une mesure d'efficacité pour confirmer ou non la réduction des émissions diffuses en poussières.

Les échanges lors de l'inspection ont permis de montrer une réelle volonté de la société à remédier à la problématique poussières. Il est à noter que près de 6 millions d'euros ont été investis depuis 2022 pour améliorer la situation (cela comprend les actions prévues pour 2025).

Malgré ces avancées, des envols de poussières sont toujours observés par le voisinage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- poursuivre le déploiement de son plan d'actions en vue de canaliser à la source les poussières au niveau du process et des zones extérieures
- finaliser, au plus tard pour la fin du mois de juin 2025, la réalisation des actions techniques prévues par le plan d'actions 2025
- réaliser des mesures d'efficacité au gré de l'avancement des actions mises en place pour démontrer la réduction des émissions diffuses en poussières en dehors des limites du site.

L'absence de réalisation des actions supra et toute absence d'amélioration de la situation exposent l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de l'inspection de février 2024

À l'intérieur de l'installation de traitement du verre, les machines et les travées de circulation sont recouvertes d'une couche poussiéreuse qui rend les sols et les rampes d'escalier glissants. Il est à noter que l'installation n'était pas en fonctionnement lors de notre passage.

Il est demandé à l'exploitant d'assurer et de maintenir la propreté de son installation. Les actions correctives à mettre en place pour nettoyer et prévenir l'accumulation de poussière dans le bâtiment sont réalisées en lien avec la demande formulée au point de contrôle n° 2.

Constats :

<p>Le bâtiment principal de traitement du verre a été inspecté. Ce dernier fait désormais l'objet de nettoyages intérieurs périodiques au moyen de balais et de pelles.</p> <p>L'inspection a constaté que les locaux étaient dans un état de propreté correct par rapport à la situation observée lors de la précédente inspection de février 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 8.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de février 2024</i></p> <p>Les dernières mesures de niveaux acoustiques ont été réalisées les 13 et 14 juin 2022. Les résultats sont conformes aux valeurs admissibles, hormis au point n° 5, en limite sud de propriété (sortie du second portail), où un niveau sonore de 61 dB(A) est relevé en période nocturne, pour une limite autorisée de 60 dB(A).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de ramener au point n° 5 un niveau sonore conforme à la prescription.</p> <p>L'exploitant indique que de nouvelles mesures sont prévues au cours du premier semestre 2024, après le changement d'un transformateur jugé responsable du dépassement de seuil relevé.</p>
<p>Constats :</p> <p>De nouvelles mesures acoustiques ont été réalisées par l'APAVE le 15/02/2024. Seul le point 5, objet de la non-conformité acoustique, a fait l'objet d'une mesure acoustique complémentaire.</p> <p>Dans son rapport, l'APAVE indique les éléments suivants : « Mesure complémentaire pour lever la non-conformité observée lors de la campagne de 2022 sur le point 5 en période nocturne. À la suite des divers travaux sur le transformateur, ce dernier n'est plus audible : Le transformateur a été remplacé par un neuf et le local isolé acoustiquement ». En effet au niveau du point 5, la source sonore identifiée en 2022 était la ventilation du transformateur en sus des autres sources : chargeuses, circulation de poids lourds et activité de l'usine (ventilations, sirènes...).</p> <p>Sur ce nouveau rapport, la source sonore associée au transformateur n'est plus listée. Le résultat au point 5 en période nocturne est de 58,5 dB(A) pour une limite à 60 dB(A). Le résultat est désormais conforme. L'écart observé lors de la précédente inspection est donc levé.</p> <p>Le rapport de l'APAVE indique qu'une campagne acoustique totale devra être réalisée en 2025 pour respecter la périodicité triennale. Le rapport devra être transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <i>Constat lors de l'inspection de février 2024</i> L'étude de dangers (EDD), établie le 13 juillet 2022, met en évidence des effets thermiques à l'extérieur des limites de propriété en cas d'incendie d'une nappe de gasoil non routier (GNR) sur la zone de dépotage. L'inspection a constaté la mise en place, telle que préconisé par l'étude, d'un mur en parpaings entre l'abri de la cuve de GNR et le bassin de rétention des eaux pluviales. L'exploitant doit être en mesure de justifier que le mur en parpaings dispose d'un degré coupe-feu suffisant pour limiter les effets thermiques vers l'extérieur (le degré coupe-feu doit être supérieur ou égal à la durée de l'incendie modélisé). Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs relatifs à son mur coupe-feu.

Constats :

Pour rappel, l'EDD de 2022 indique que « la mise en place d'un mur en parpaing de 2 m de hauteur, entre l'abri de la cuve de GNR et le bassin des eaux pluviales, sur une distance de 20 m au niveau de la zone de dépotage permettrait de limiter les effets hors site à des flux de 5 kW/m² et 3kW/m² ». L'EDD conclut que « La mise en place d'un mur en parpaings entre l'abri de la cuve de GNR et le bassin de rétention des eaux pluviales semble la solution technico-économique la plus adaptée pour réduire ces effets hors site ».

L'EDD prévoit que, pour confiner in situ les effets thermiques supra, il suffit de mettre en place cette protection coupe-feu en limite de propriété sur une longueur de 20 m et d'une hauteur de 2 mètres (possibilité de mettre en place un merlon).

Le positionnement du mur est précisé sur le schéma suivant



Pour attester de la conformité sur ce point, l'exploitant a transmis un devis et une commande de la société SRM datant de février 2023. Dans ces documents, il est bien prévu de mettre en place un mur coupe-feu (longueur 20 m et hauteur 2 m) pour cuve à fioul. En revanche, le degré coupe-feu dudit mur n'est pas précisé dans les documents.

Lors de la visite du site, il a été constaté qu'un mur en parpaing était bien présent et que, au regard de sa structure, celui-ci peut être considéré comme coupe-feu 2 h. En revanche, l'inspection a constaté que les supports/poteaux métalliques permettant la tenue du mur n'avaient pas été recouverts d'un produit de type flocage coupe-feu. Les éléments métalliques des poteaux sont apparents. Cette situation est susceptible d'induire une fragilité et une absence de tenue au feu du mur sur une durée de plus de 15 minutes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois :

- d'enduire les zones métalliques laissées à nu au niveau du mur supra par un produit qualifié coupe-feu 2 h a minima
- de transmettre un justificatif attestant du degré coupe-feu du mur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : <i>Constat lors de l'inspection de février 2024</i> Les résultats des analyses des rejets d'eaux pluviales sont non-conformes depuis février 2020 pour les matières en suspension (MES), la demande biochimique en oxygène (DBO5), la demande chimique en oxygène (DCO) et le total aluminium et fer (Al + Fe). Aucune non-conformité n'est relevée sur les autres paramètres réglementés. En revanche, les résultats des dernières analyses (mai 2023) montrent un retour à la conformité des paramètres qui étaient jusque là non conformes, hormis la DCO (310 mg/l pour une concentration maximale autorisée de 125 mg/l). Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures correctives pour rendre conforme la DCO à la prescription. L'exploitant détaille les actions correctives qu'il envisage ainsi que les mesures qu'il met d'ores et déjà en œuvre pour limiter la DCO. L'absence de réalisation des actions correctives suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
Constats : Par courriel de novembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il est prévu d'équiper la station de traitement des eaux pluviales par un système de charbon actif avant la fin de l'année 2024. Il a été mis en œuvre fin novembre. L'exploitant indique que des mesures de DCO sont faites une fois par mois en interne et que le contrôle réglementaire est annuel. L'exploitant indique que la mesure de mi décembre 2024 conduirait à une concentration de 10 mg/l (rapport non reçu à date par l'exploitant). L'exploitant précise que la mise en place de ce dispositif de filtration au charbon actif permet de réduire les émissions en DCO de façon pérenne. L'exploitant dimensionne son installation de traitement au charbon actif sur la base d'un rejet de 10000 m ³ /an. Lors de la visite terrain, la station d'épuration interne du site a été observée. Le dispositif de filtration au charbon actif était présent. Il a également été constaté qu'une cuve de soude 20,5 % était présente pour le traitement physico-chimique des effluents, notamment pour abattre les métaux. Cette cuve n'est pas raccordée à une rétention mais directement au bassin de près de 700 m ³ qui n'est pas étanche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

<ul style="list-style-type: none"> - justifier, d'une part, de l'efficacité du système de traitement par charbon actif installé sur site et, d'autre part, de l'adéquation du rejet de 10000 m³/an par rapport aux autorisations préfectorales de l'établissement - justifier que les concentrations et les flux en DCO au niveau des rejets aqueux sont désormais conformes (transmettre le rapport de décembre 2024 et les rapports de mesures internes réalisées mensuellement) - rendre étanche le bassin de 700 m³ situé à proximité de la station d'épuration pour confiner tout déversement de produits chimiques (dont la soude).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 13/02/2023, articles 3.2, 3.3, 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Analyses atmosphériques sur les points canalisés suivants + respect des valeurs limites d'émission (VLE) associées
Constats : Les conduits 4 et 5 ont été réglementés dans l'APC de 2023 en sus des trois autres déjà réglementés dans l'APC de 2019. Des mesures des rejets atmosphériques sont à réaliser sur l'ensemble des émissaires atmosphériques tous les ans. L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesure des rejets atmosphériques pour les conduits 1 à 5, réalisée par SOCOTEC en juillet 2023. Les analyses ne sont donc pas réalisées à fréquence annuelle. L'inspection relève que : <ul style="list-style-type: none"> - les paramètres analysés et les VLE retenues (y compris pour la vitesse d'éjection des gaz) sont bien ceux de l'APC de 2023. En revanche, le rapport n'est pas clair sur la VLE poussières (par exemple, pour les rejets 2, 3, 4 et 5, le flux horaire est < 1 kg/h et le rapport prend une VLE de 100 mg/Nm³, alors que c'est bien le seuil 40 mg/Nm³ qui est à considérer) - les VLE sont respectées pour tous les conduits, à l'exception de la vitesse d'éjection des gaz pour le conduit 5 « refroidisseur de verre » - les conditions de fonctionnement des installations ne sont pas précisées dans le rapport ; ainsi, on ne peut conclure quant au fait que les analyses sont bien représentatives du fonctionnement nominal des installations dont les émissions atmosphériques sont mesurées - pour les 5 conduits, le rapport indique que « les prescriptions normatives liées à la section de mesurage ne sont pas satisfaisantes dans leur totalité » ; l'analyse d'acceptabilité de la situation doit être menée par l'exploitant. S'agissant des poussières, et malgré la conformité aux VLE, il est relevé que : <ul style="list-style-type: none"> - pour le conduit 1, la concentration mesurée (sur la base d'un seul essai) est de 95 mg/Nm³ pour

une VLE de 100 mg/Nm³ du fait d'un flux > 1 kg/h ; le rapport SOCOTEC stipule que « La concentration en poussière étant très proche de la VLE, il est recommandé de réaliser une nouvelle série de 3 mesurages après vérification du système de filtration. »

- pour le conduit 2, le débit d'évacuation des gaz secs n'est pas conforme à la valeur de l'APC (mesure à presque 40000 Nm³/h contre 42000 Nm³/h en nominal prescrit)

- pour le conduit 5, le débit d'évacuation des gaz sec n'est pas conforme à la valeur de l'APC (mesure à 12700 Nm³/h contre 20000 Nm³/h en nominal prescrit). La vitesse d'éjection des gaz n'est pas conforme non plus (< 9 m/s).

À propos des analyses réalisées en novembre 2024, l'inspection relève que :

- les mêmes erreurs de prise en compte des VLE poussières ont été commises en 2023

- trois essais en poussières avaient été réalisés pour le conduit 1 et que la VLE est respectée (ce qui lève l'écart de 2023)

- pour les 5 conduits, le rapport indique que « les prescriptions normatives liées à la section de mesurage ne sont pas satisfaisantes dans leur totalité » ; l'analyse d'acceptabilité de la situation doit être menée

- les conditions de fonctionnement des installations ne sont pas précisées dans le rapport ; ainsi, on ne peut conclure quant au fait que les analyses sont bien représentatives du fonctionnement nominal des installations dont les émissions atmosphériques sont mesurées

- le débit d'éjection des gaz du conduit 2 ne respecte pas les termes de l'APC (mesure de 40800 Nm³/h contre 42000 Nm³/h prescrit)

- le débit d'éjection des gaz du conduit 5 n'est pas conforme (14500 Nm³/h contre 20000 Nm³/h prescrit). La valeur d'éjection des gaz est légèrement supérieure aux 9 m/s requis (contrairement à ce qui avait été mesuré en 2023).

Les constats supra sont susceptibles d'avoir un impact sur la bonne dispersion atmosphérique des polluants, notamment les poussières. Des actions correctives doivent être mises en place.

Les éléments supra démontrent des écarts notables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :

- mettre en place les actions correctives nécessaires de sorte que la dispersion atmosphérique des polluants se fasse conformément aux dispositions prescrites pour les points de rejets 2 et 5 (afin de disposer d'une vitesse d'éjection et de débit d'éjection des gaz conformes)

- justifier l'acceptabilité des écarts observés sur les sections de mesurage des 5 émissaires atmosphériques du site

- justifier que le système de filtration poussières du conduit 1 est conforme et opérationnel, en détaillant notamment les actions de suite réalisées pour répondre à la recommandation de SOCOTEC de 2023.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de rappeler au bureau d'études en charge du suivi des émissions atmosphériques, les VLE opposables ainsi que les débits d'éjection des gaz. Le prochain rapport des rejets atmosphériques devra être conforme aux dispositions réglementaires de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Entretien et conduites – rejets aqueux / confinement des EI

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées et envoyées vers un bassin étanche de 725 m³ et avec un traitement par deux séparateurs à hydrocarbures.

L'exploitant doit réaliser une étude de faisabilité technico-économique concernant les solutions de récupération des eaux d'extinction d'incendie et communiquer ses conclusions pour 2019 avec un échéancier de réalisation.

Constats :

Pour rappel, l'article 3.5 de l'APC de 2023 précise que les eaux pluviales sont traitées sur site par le passage dans deux séparateurs à hydrocarbures, puis dans un bassin de décantation du site avant d'être dirigées vers la station interne de traitement. Aussi, l'article 4.3.4 de l'APC de 2019 prévoit que les séparateurs à hydrocarbures « sont nettoyés par une société habilitée [...] au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur ».

L'exploitant a indiqué faire nettoyer et curer une à deux fois par an ses deux séparateurs à hydrocarbures. La SNATI en a la charge [vu les deux bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour les nettoyages de février et novembre 2024 pour le code déchets 13 05 08*]. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence d'obturateur sur les deux séparateurs à hydrocarbures.

Enfin, l'EDD de 2022 a permis d'évaluer les besoins de confinement des eaux d'extinction en application de la règle D9A. Ce besoin s'établit à 430 m³, besoin couvert par la présence d'un bassin de près de 750 m³.

Néanmoins, l'EDD précise que « le site possède un bassin de rétention des eaux pluviales non étanche de 750 m³ ne possédant pas de volume libre. L'exploitant s'engage à étudier la mise en place de solutions pour retenir les eaux en cas d'incendie. La solution technico-économique la plus acceptable serait de retenir aussi les eaux à proximité immédiate du sécheur intérieur, permettant d'éviter le confinement des eaux de ruissellement du site, soit 120 m³ ». L'exploitant a confirmé que ce n'était techniquement pas possible de confiner les eaux d'extinction au plus près du sécheur intérieur.

Sur le terrain, il est remarqué que les effluents ne sont pas confinés à proximité immédiate du sécheur intérieur et, de ce fait, l'ouvrage devant servir pour le confinement est bien le bassin d'une capacité supérieure à 700 m³ identifié supra et dans l'arrêté préfectoral complémentaire du site. L'inspection a constaté sur le terrain que le bassin n'est pas étanche. À ce sujet, l'exploitant a indiqué avoir sollicité plusieurs sociétés en décembre 2024 pour étudier l'étanchéification du bassin.

Cette situation constitue un écart notable dont il convient de remédier rapidement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que des obturateurs sont bien présents au niveau des séparateurs à hydrocarbures du site et que ces derniers sont bien contrôlés à l'occasion des nettoyages périodiques de ces ouvrages épuratoires - mettre en place un revêtement étanche (par exemple géomembrane) au niveau du bassin de confinement de plus de 700 m³ actuellement non étanché <p>L'absence de réalisation des actions correctives en vue de disposer d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie étanche expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division d'activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.</p> <p>La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'EDD de 2022 indique l'établissement Everglass ne fait pas l'objet d'un recoupement par des murs coupe-feu. Aucun mur coupe-feu 2 h n'existe sur site.</p> <p>L'EDD précise également que « le bâtiment principal du site ne comporte que quelques machines distantes les unes des autres et du stockage de verre. En outre, il n'y a pas de présence de matières combustibles dans le bâtiment. Le risque d'incendie généralisé au sein du bâtiment est impossible. Seuls des départs de feu très localisés au niveau des machines sont possibles. Ces départs de feu ne peuvent se produire que lors de l'utilisation des machines, avec présence humaine. Ces feux seraient attaqués au moyen des extincteurs présents dans le bâtiment. Ainsi, la surface de référence retenue correspond au local présentant un risque incendie, à savoir le local sécheur de 100 m². »</p> <p>Lors de la visite du bâtiment principal, aucune matière combustible en quantité notable n'a été</p>

relevée. L'exploitant respecte donc les hypothèses considérées dans le cadre de son EDD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Voies échelles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.
Constats : Dans son courriel de fin novembre 2024, l'exploitant a indiqué que les bâtiments font bien plus de 8 mètres mais n'a pas répondu explicitement à la demande concernant les voies échelles. La seule mention suivante ayant été donnée « échelles à crinoline + ligne de vie », ce qui ne répond pas à la prescription pour les pompiers. Sur le terrain, il a été constaté qu'aucune voie échelle n'est présente.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de prendre l'attache du SDIS pour définir la nécessité de disposer de voies échelles sur site et, en fonction du résultat des échanges, de matérialiser au sol ces voies échelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <i>Article 7.2.4 de l'APC de 2019</i> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un système de détection automatique d'incendie ; - d'un système d'alarme incendie ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et les lieux présentant des risques spécifiques, à

proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- de robinets d'incendie armés ;

- d'au moins deux poteaux incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la zone à risque se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Article 7.3.4 de l'APC de 2019

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Pour le désenfumage, l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle de la société EUROFEU en date du 15/11/2024. Plusieurs exutoires de désenfumage ne sont pas conformes et fonctionnels ; en effet, les défauts suivants sont observés :

- détérioration
- blocage mécanique à l'ouverture
- appareil à remplacer.

Des actions correctives n'ont pas encore été planifiées par l'exploitant. Une correction des écarts est prévue au courant du 1^{er} semestre 2025 (commande passée auprès de EUROFEU).

Le contrôle des extincteurs a été réalisé le 26/06/2024 par la société EUROFEU. Globalement, les extincteurs sont en bon état. Ceux qui avaient plus de 10 ans ont été remplacés mais il reste plusieurs extincteurs indiqués comme « percutés ». L'exploitant a déclaré oralement à l'inspection que ces extincteurs ont été remplacés.

L'exploitant a présenté deux PV de mesures de débit des deux poteaux incendie publics situés à proximité de l'établissement. Le poteau PI 56 donnant un débit de 60 m³/h sous 1 bar et le poteau PI 42, idem. L'inspection relève que ces mesures datent d'avril 2021 et qu'il convient de s'assurer

que le débit de ces poteaux incendie demeure conforme à l'attendu. Si tel n'est pas le cas, l'exploitant devra installer une réserve en eau pour compenser tout déficit hydraulique de ces hydrants. L'exploitant doit se rapprocher du gestionnaire de l'eau pour disposer de valeurs de débit à jour pour ces deux poteaux incendie.

Nota. Pour rappel l'évaluation D9 réalisée dans l'étude de dangers de 2022 démontrait que le besoin pour la DECI est de 60 m³/h pendant deux heures. Ainsi, le recours à un seul poteau supra, ayant les débits suffisants, permet de répondre au requis du site en matière de défense incendie.

En sus de ces équipements, l'exploitant dispose d'un système d'extinction automatique d'incendie (EAI) dans les locaux électriques. L'exploitant a présenté plusieurs documents relatifs à la fourniture et la pose effectuées de ce système de détection et d'extinction automatique à gaz dans le bungalow électrique. Le dispositif de détection et d'extinction automatique a été vérifié par EUROFEU Solutions le 27/11/2024 et le rapport conclut que « bon état de fonctionnement ».

En revanche, l'inspection relève que l'établissement n'est pas doté d'un système de détection automatique d'incendie, d'un système d'alarme incendie et de robinets d'incendie armés (RIA). Ces dispositifs sont réglementaires et sont appelés par les dispositions de l'APC du site. L'absence de tels dispositifs sur site constitue un écart majeur (à noter qu'il est possible de substituer le déploiement de RIA par l'adjonction d'extincteurs mobiles sur roues de capacité 50 kg).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place un système de détection automatique d'incendie aux emplacements qui le requièrent ainsi que des RIA ou tout dispositif de première intervention d'efficacité équivalente. L'absence de réalisation d'actions correctives sur ces points expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous trois mois :

- les justificatifs de résorption des anomalies affectant le désenfumage
- les justificatifs attestant que les extincteurs « percutés » ont bien été remplacés
- le retour du gestionnaire pour démontrer que les poteaux incendie publics, valorisés pour la défense incendie du site, débitent bien 60 m³/h sous 1 bar.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée et d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir

<p>leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'EDD de 2022 indique que l'établissement n'est associé à aucun dispositif d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.</p> <p>En revanche, un système EAI existe bien pour la protection des locaux électriques. Ce dispositif est contrôlé et vérifié (voir point de contrôle précédent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables ainsi qu'à ses règles complémentaires pour les sites de production et les installations industrielles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté d'une part le rapport de contrôle électrique réalisé en décembre 2023 par l'APAVE. Neuf non-conformités (NC), dont 3 récurrentes, ont été mises en évidence. L'une des récurrentes est la suivante. Pour l'ensemble de l'usine : « Présence de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie (P) Nettoyer les armoires et assurer une planification régulière de leur nettoyage (surtout l'armoire éclairage) ». Les écarts observés sont donc susceptibles de conduire à des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Dans le rapport de vérification électrique supra, il est précisé que le plan des zones à risque a été transmis au contrôleur de l'APAVE ainsi que le DRPCE du site (cf. étude APAVE de 2014 mise à jour en 2022).</p> <p>Aussi, il s'avère que la vérification des installations électriques n'a pas porté sur l'ensemble des équipements (des contrôles de mises à la terre ont été omis ainsi que des contrôles d'éclairages ou encore de dispositifs différentiels à courant résiduel). Aucun contrôle complémentaire n'a été</p>

<p>réalisé.</p> <p>Afin de s'assurer de la gestion des NC de 2023, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de l'APAVE du 18/12/2024. Ce dernier fait état de 11 non-conformités dont 8 récurrentes. Idem, toutes les installations électriques n'ont pas été contrôlées lors de ce contrôle annuel. De la même façon qu'en 2023, des non-conformités portent sur des anomalies liées à la présence de poussières pouvant générer des risques d'incendie. De plus, des matériels ne disposent pas des indices de protection requis et sont inadaptés au risque poussières et d'explosion associés.</p> <p>Le certificat Q18 conclut d'ailleurs que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>La société BRUNET a été mandatée et la résorption des non-conformités électriques débutent dès le 09/01/2025 et se poursuit en janvier 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser une vérification complémentaire des installations électriques qui n'ont pas été contrôlées fin 2024 - mettre en place les actions correctives pour lever les non-conformités électriques susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Pour justifier l'absence de risques, l'exploitant transmet à l'inspection un justificatif de type Q18 négatif.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Analyse du risque foudre (ARF), étude technique foudre (ETF) et vérifications complètes et visuelles foudre</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ARF et l'ETF ont été réalisées par BCM Foudre en juillet 2024.</p> <p>Les installations étudiées au sein de ces études sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - unité broyage fin et principale - silos verres blancs solides - atelier maintenance - hangar poids lourds et stockage-station GNR - silos sables de verre. <p>Pour ces structures, l'ARF conclut à :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - aucune protection nécessaire sur les structures - aucune protection nécessaire sur les lignes externes. <p>Néanmoins, il est indiqué que « De plus, nous protégerons les principales lignes externes afin d'assurer une continuité de services en cas de surtensions provenant du réseau général ».</p> <p>Enfin, l'ETF réalisée prévoit la nécessité de réaliser les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - parafoudre au niveau du transformateur principal - parafoudres sur les centrales de détection incendie des deux locaux électriques - des mises à la terre/liaisons équipotentielles sont à mettre pour les équipements suivants : canalisation gaz, stockage bouteille de gaz atelier maintenance, armoire stockage solvants atelier maintenance et cuve stockage GNR et distribution GNR. <p>Les travaux sont en cours de réalisation par la société BRUNET et seront finalisés au courant du 1^{er} trimestre 2025. Lors de la visite des installations, il a été constaté que les travaux avaient débuté puisqu'au niveau de la zone distribution/stockage de GNR, des prises de terre étaient présentes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que l'ensemble des travaux de protection contre la foudre ont bien été réalisés. L'exploitant procède, au plus tard six mois après la réalisation de ces travaux, à une vérification complète initiale des protections foudre par un organisme compétent distinct de l'installateur.</p> <p>L'absence de réalisation des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Maîtrise du risque ATEX

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>

Constats :

Le DRPCE du site a été présenté à l'inspection. Ce document a été réalisé par l'APAVE en 2014 et mis à jour en 2022.

L'ensemble des activités identifiées et faisant l'objet d'une fiche ATEX en 2014 sont restées inchangées. Elles sont les suivantes :

- Fiche 1 : oxydécoupage
- Fiche 2 : armoires à solvant
- Fiche 3 : stockage et distribution de GNR
- Fiche 4 : zone de charge
- Fiche 5 : sècheur intérieur et extérieur.

En 2014, une fiche n° 6 « Système d'extraction d'air » avait été proposée pour avis. Cependant, avant de la clôturer, une analyse des poussières devaient être réalisée par l'exploitant afin de pouvoir conclure à la présence ou l'absence de particules combustibles. Les installations de broyage, de tri optique, de systèmes d'aspiration et de filtrations d'air associés n'avaient pas été retenues dans l'attente d'un rapport d'analyses en laboratoire. Des analyses du centre national de prévention et de protection (CNPP) d'avril 2022 ont montré que l'échantillon « Fines de poussières » n'était pas à considérer comme une poussière explosible. Par conséquent, cette activité est exclue de la démarche ATEX. Aucune fiche n'est à créer.

Une mise à jour de l'analyse ATEX a été réalisée en 2022.

L'étude demande que les affichages Ex soient mis en place et qu'une vérification de l'adéquation des matériels en zone ATEX soit réalisée pour s'assurer de la conformité par rapport au zonage où sont implantés les matériels.

De plus, les différentes fiches prévoient le déploiement de mesures techniques et organisationnelles ATEX à satisfaire (dont les génériques sont listées sur la fiche 1). Ces mesures portent notamment sur le débit de ventilation partie haute du local de charge, le respect des dates de péremption et de vérification périodique de l'état des flexibles (craquelures, par exemple) des équipements d'oxydécoupage/soudage, le contrôle d'étanchéité systématique à chaque changement de bouteille ou autre élément pour l'oxydécoupage/soudage.

Les actions supra ne sont pas mises en œuvre. Néanmoins, la visite terrain a permis de démontrer que les signalétiques « Ex » sont présentes sur site (zone GNR, acétylène...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- justifier, d'une part, que l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles visées dans le DRPCE et les différentes études ATEX sont désormais déployées et de démontrer, d'autre part, que l'organisation mise en place permet de les pérenniser dans le temps
- transmettre à l'inspection la justification que l'ensemble des matériels électriques et non électriques (pneumatiques, mécaniques...), présents dans les zones ATEX, sont bien conformes à la directive ATEX.

L'absence de réalisation des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Entretien des systèmes de traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tenir à jour le détail des stocks des manchettes et cartouches permettant une réparation réactive des systèmes de dépoussiérage - réaliser mensuellement des contrôles des installations de dépoussiérage. Le document indique également la conduite à tenir en cas de dysfonctionnement. La liste des points de contrôle est présentée. <p>L'exploitant a présenté une note de service de 2022 indiquant que, en cas de poussières visibles sur les cheminées ou les silos blancs/sable de verre, « l'usine doit être mise à l'arrêt immédiatement ».</p> <p>L'inventaire de début décembre 2024 des stocks de cartouches et de manchettes est présenté . Il s'avère que l'exploitant dispose bien des stocks minimums dont il se fixe les seuils.</p> <p>Concernant la liste des points de contrôle mensuel, l'inspection constate que ces contrôles sont essentiellement visuels, notamment ceux des installations de dépoussiérage (état chambre filtration OK ? état des filtres ?...). L'exploitant a indiqué ne pas disposer de tels dispositifs sur site au regard du taux d'humidité des poussières.</p> <p>Par sondage, l'exploitant a présenté des listes de points de contrôle renseignées pour les mois de novembre et décembre 2024. Sur tous les points de vérification, aucune anomalie n'a été soulevée.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a bien constaté que des consommables neufs (filtres et manchettes) sont bien stockés sur site dans une zone à l'abri des intempéries.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Prélèvement maximal annuel (m ³ /an) d'eau depuis le réseau public (hors prélèvements dédiés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours) : - jusqu'au 30/06/2020 : 14170 m ³ - à compter du 30/06/2020 : 3220 m ³
Constats : Pour les années 2022, 2023 et 2024, les consommations d'eau ont été respectivement de 3907 m ³ , 3952 m ³ et 6920 m ³ (donnée 2024 à fin novembre 2024). Les consommations d'eau excèdent les niveaux réglementés. L'exploitant a expliqué que la hausse des consommations d'eau provient de l'arrosage des pistes et de la voirie interne pour la maîtrise des poussières ainsi que l'arrosage de zones du process potentiellement émettrices de poussières (par exemple, tapis/convoyeurs).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de respecter les consommations en eau imposées à son établissement. L'exploitant doit justifier que les consommations dédiées au process industriel de traitement des déchets de verre sont bien en deçà de 3220 m ³ par an. Par ailleurs, l'exploitant transmet à l'inspection un porter à connaissance pour justifier la consommation supplémentaire d'eau dédiée à l'alimentation des systèmes d'arrosage pour limiter les envols de poussières, ceci en vue de compléter les autorisations préfectorales avec cette contribution actuellement non prise en compte dans les arrêtés du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Rétention du stockage de GNR

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/06/2019, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Capacité de rétention adéquate pour le stockage GNR et aire de dépotage GNR
Constats : L'inspection a bien constaté que la cuve de GNR présent sur site était bien associée à une rétention maçonnée.

Type de suites proposées : Sans suite